HAL
open science

Poutine IV : une victoire à l'arraché

Marie Mendras

To cite this version:

Marie Mendras. Poutine IV : une victoire à l'arraché. Revue Esprit, 2012, 5, pp.121-124. 10.3917/esprit.1205.0121 . hal-03461220

HAL Id: hal-03461220

https://sciencespo.hal.science/hal-03461220

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POUTINE IV : UNE VICTOIRE À L'ARRACHÉ

Le 7 mai 2012, Vladimir Poutine prête une nouvelle fois serment. Il est au pouvoir depuis l'été 1999, quand il prend la direction du gouvernement à la demande de Boris Eltsine, malade et impotent. Il marche donc vers sa quatorzième année de règne. Le 4 mars 2012, il s'est octroyé un quatrième mandat à la tête de la Russie, cette fois-ci pour six années, et non plus quatre ; la doublure Medvedev a *de facto* assuré son troisième mandat de mai 2008 à mai 2012[1].

Poutine voulait un nouveau plébiscite : il a obtenu, à l'arraché, une amère victoire en forme de revanche sur les opposants et les citoyens qui l'avaient mis en échec en décembre 2011. Les élections législatives du 4 décembre ont en effet tourné au fiasco et provoqué un scandale sans précédent. Pendant des semaines, les grandes villes de Russie ont connu des manifestations de rue. Sur l'internet et dans quelques médias influents, Vladimir Poutine s'est trouvé confronté à une contestation dure. Le 4 mars, il a d'abord voulu imposer la pleine défaite des autres candidats, pourtant adoubés par lui. Puis il a sonné la fin de la récréation, pour un temps.

1. Voir, de Marie Mendras, la série d'articles parus dans *Esprit* : « Poutine II. La fin des apparences » (janvier 2004), « Le 2 décembre de Vladimir Poutine : l'unanimisme en marche » (avec D. Orechkine et J.-C. Lallemand, janvier 2008), « Poutine III. Comment les Russes ont dû voter Medvedev pour conserver Poutine » (avec J.-C. Lallemand, août/septembre 2008) et plus récemment, « Poutine empêtré » (janvier 2012).

Le refus du combat démocratique

Comme en 2000, 2004 et 2008, Vladimir Poutine a refusé une compétition ouverte, honnête, à armes égales. Il a ainsi renoncé à une victoire franche et s'est privé, une nouvelle fois, de la légitimité démocratique. Pourquoi a-t-il préféré une victoire contestable au premier tour à une victoire plus modeste mais honnête, soit au premier tour, avec un peu plus de 50 % des voix, soit au second, avec une confortable majorité contre le communiste Guennadi Ziouganov ? En effet, selon les sondages, il conserve le soutien d'environ la moitié de la population et, les oppositions étant encore faibles et mal organisées, il était certain de gagner haut la main au second tour.

Cependant, l'important n'est pas la victoire, prévisible dans un régime autoritaire, mais une victoire absolue et imposée d'en haut. Le recours aux pressions, manipulations, et autres violences politiques, permet de refaire la preuve que le système Poutine est tout-puissant. Ainsi, les manipulations et le non-respect des principes démocratiques font partie de l'exercice du pouvoir et remplissent une fonction de dissuasion et de persuasion. Le but n'est pas une victoire légitime mais le pouvoir à tout prix.

Il n'était donc pas question d'accepter l'humiliation d'un second tour, surtout après la grande frayeur de décembre 2011, quand le Kremlin a senti souffler le vent de la rébellion. Pour un homme qui ne respecte pas le suffrage universel, conserver le

pouvoir suprême avec seulement 50 % et une voix est tout simplement inconcevable. La tyrannie de la majorité est dangereuse, car elle porte en elle la possibilité de l'alternance.

Dans cette logique unanimiste, la majorité qualifiée des deux tiers est le minimum. Le 4 mars, Vladimir Poutine a dû se contenter de 63,6 % des voix, car les quelques pour cent supplémentaires auraient exigé des fraudes trop voyantes dans des circonscriptions moins asservies que la Tchétchénie ou le Daghestan (respectivement plus de 99 % et plus de 92 % pour Poutine avec des taux de participation de 99 % et 91 %).

En gonflant le taux de participation et le vote pour Poutine, le chef de la commission électorale centrale, Vladimir Tchourov, a minimisé le vote protestataire, écarté toute possibilité de second tour et ignoré, une nouvelle fois, le principe même d'alternance politique. Grâce à la pyramide administrative qu'il tient à sa merci, il a annoncé sans ciller 63,6 % pour son chef, et une participation à 60 %. Le communiste Ziouganov obtient officiellement 17,2 %, l'homme d'affaires Prokhorov près de 8 %, le nationaliste Jirinovski 6,2 % et Mironov, l'ex-poutinien et opposant de la dernière heure, seulement 3,8 %. Ziouganov et Prokhorov estiment avoir été grugés de plusieurs millions de votes dans le décompte opéré par la machine de Tchourov. Ils ont néanmoins accepté la victoire de Poutine.

Il importe de souligner les écarts entre les résultats officiels du gagnant et des perdants. Ziouganov obtient cinq fois moins de voix que Poutine. Les deuxième, troisième et quatrième perdants obtiennent respectivement environ huit fois, neuf fois et vingt fois moins. Preuve serait ainsi faite qu'aucun des autres candidats ne pouvait l'emporter et qu'aucun n'était crédible. En d'autres termes, seul Vladimir Poutine est présidentiable, il n'est pas un candidat comme les autres. Il n'est, en réalité, pas candidat et refusera d'ailleurs de débattre avec les autres. L'homme fort ne débat pas… mais laisse les autres se débattre.

La campagne électorale, plus ouverte que celle des législatives, a eu pour principal objet de démontrer que Poutine était « la seule option possible » en ridiculisant les quatre « rivaux » défaits d'avance. Dans les jours précédant le scrutin, ces derniers sont passés en boucle à la télévision et à la radio, en adoptant un ton passionnel, lançant invectives et promesses. Selon le scénario bien pensé par le Kremlin, ils ont « joué à la politique » en se montrant clownesques, comme Jirinovski, Mironov et Ziouganov, ou encore trop bon élève, comme le milliardaire novice en politique, Mikhaïl Prokhorov. De plus, chaque soir étaient diffusés des films de guerre ou des documentaires de propagande salissant les démocrates russes accusés de travailler pour l'Occident, et surtout les États-Unis. Vladimir Poutine, regardant de haut cette arène publique, a continué à gouverner, rassemblant autour de lui un jour des généraux et chefs d'industrie, le lendemain des savants ou des stars.

Le paradigme du « système sans alternative » (*bezalternativnaia sis-*

tema), associé au slogan de « la patrie en danger », reste la meilleure arme du régime. Une partie de la société est convaincue et ne veut pas même envisager l'après-Poutine.

Les différentes associations et organisations non gouvernementales qui ont évalué les résultats électoraux, avec des moyens limités, dénoncent une marge de 10 à 15 % de falsification en faveur de Vladimir Poutine, et un ajout de 7 à 12 % au pourcentage d'inscrits ayant effectivement voté[2]. Les méthodes varient en fonction des régions et des bureaux de vote. En Tchétchénie, le vote est tout simplement écrit d'avance. Personne ne croit un instant que 99 % des Tchétchènes se soient rendus aux urnes. À Moscou et Saint-Pétersbourg, certains bureaux de vote ont produit des résultats aberrants par rapport à la moyenne. De l'avis de nombreux experts, le moment le plus propice à la fraude, car impossible à observer dans sa totalité, est le dépouillement des bulletins après 20 heures et le transfert des procès-verbaux aux commissions électorales territoriales, puis l'entrée dans le système informatique de la commission centrale à Moscou. Fraude que le politologue Dmitri Orechkine appelle « le vote de nuit ». Ces évaluations sont confirmées par la mission d'observateurs de l'OSCE (rapport préliminaire du 5 mars 2012), qui critique la forte proportion de votes exprimés hors des urnes fixes (urnes mobiles, vote à l'avance sur le lieu de travail) et la multiplication des « listes complémentaires », c'est-à-dire des listes de noms ajoutées au dernier moment aux listes électorales.

La fin de l'unanimisme

Vladimir Poutine est donc passé en force, sans respecter les formes, sans souci des apparences, comme au cours des cycles électoraux précédents. En 1999, il avait accédé au pouvoir dans des circonstances dramatiques, à un moment pivot de l'histoire russe : krach monétaire, effondrement de la présidence Eltsine et seconde guerre en Tchétchénie. Il a ensuite obtenu son élection à la présidence de l'État en mars 2000 en usant de la supériorité du « successeur désigné », en écrasant ses rivaux avec la force policière et la violence politique (intimidations, dossiers judiciaires, attaques dans les médias) et en utilisant la guerre au Caucase comme épouvantail. En mars 2004, il était réélu avec 64 % des voix. En décembre 2007, la liste du parti du pouvoir, Russie unie, conduite par Vladimir Poutine, avait aussi obtenu 64 %. Et, porté par le plébiscite détourné de son mentor, Dmitri Medvedev avait officiellement rassemblé plus de 70 % des voix à la présidentielle de mars 2008. Depuis l'instauration d'élections pluralistes sous Gorbatchev, un seul scrutin présidentiel a donné lieu à un second tour : la réélection de Boris Eltsine contre Guennadi Ziouganov en juillet 1996.

À l'instar de la plupart des systèmes personnalisés et clientélistes,

2. Voir les sites internet golos.ru, svodnyprotokol.ru, slon.ru, liga.ru, et les articles d'experts, notamment Dmitri Orechkine, Aleksandr Kynev, Nikolaï Vardoul, publiés au cours du mois de mars en ligne et dans les journaux *Novaia gazeta*, *Vedomosti*, *New Times*.

le pouvoir poutinien doit tendre vers l'idéal unanimiste. Cependant, il est atteint par l'usure et une corruption irrépressible. Il se trouve confronté à une contestation en profondeur de la part d'un quart de la population et au désamour d'une partie des élites. Dans un régime de ce type, quand le doute s'installe, quand le chef n'est plus infaillible, l'autorité s'érode à tous les niveaux de la pyramide, comme l'illustrent la lourde défaite du candidat du Kremlin au poste de maire de la ville de Iaroslav, le 1er avril 2012, et la contestation à Astrakhan après l'élection falsifiée du maire.

Vladimir Poutine a remporté une bataille inégale, mais il a perdu en autorité et en capacité d'agir. Il sera peu enclin à engager des réformes sur le long terme, pourtant indispensables, car il a peur d'une nouvelle déstabilisation. Il refusera de prendre des risques en ouvrant le champ politique et les ressources économiques à des acteurs extérieurs au sérail. Le scénario du « tandem » avec Dmitri Medvedev lui avait offert une porte de sortie éventuelle. Avec ce quatrième mandat, Vladimir Poutine est prisonnier de son propre système : il ne peut plus quitter le pouvoir de son plein gré.

Marie Mendras